

Plus de prospérité, nouveaux emplois

Manifeste pour une Politique d'Economie Circulaire dans l'UE



Ceci est un manifeste conjoint de De Groene Zaak Sustainable Business Association, MVO Nederland et Circle Economy décrivant notre vision d'une Politique d'Economie Circulaire dans l'Union Européenne (UE). Ce manifeste est notre contribution, fondée sur une perspective commerciale de pionniers de l'économie circulaire, pour un nouveau package européen « économie circulaire » attendu pour fin 2015. Bien que nous restions critique quant à l'abandon de la précédente proposition de package, nous saluons les efforts faits afin de renforcer celle-ci dans l'objectif de favoriser l'émergence rapide d'une véritable économie circulaire, de sorte que les business models circulaires deviennent la norme et non plus l'exception.

Nos trois organisations représentent ensemble plus de 2 300 entreprises tous secteurs confondus, comprenant à la fois des multinationales et des PME, qui ont besoin d'une implémentation des business models circulaires et durables. Bien que nos partenaires supportent cette publication et aient fournis de nombreuses contributions, les recommandations individuelles ne peuvent être attribuées à aucun membre ou partenaire seul, et nous prenons l'entière responsabilité pour les vues exprimées. Ce manifeste est co-signé par EcoPreneur, Entreprendre Vert, Green Alliance, GreenBudgetEurope, INDR, l'Institut de l'économie circulaire, Plan C, et UnternehmensGrün. ACR+, The EBB, la Société Néerlandaise pour la protection de la nature et de l'environnement (Natuur & Milieu) et plusieurs entreprises nous ont également apporté leur soutien.

1. La valeur d'une économie circulaire

De Groene Zaak, MVO Nederland et Circle Economy ont pour objectif une économie qui soit circulaire, c'est-à-dire un système industriel qui permette la restauration et la régénération par l'intention et le design au travers de l'utilisation en cascade de biomasse et en circuits fermés pour les autres matériaux. Nous adhérons à la vision de l'économie circulaire développée par la Fondation Ellen MacArthur (voir toolbox « Economie circulaire »). Une économie circulaire se réalise en cascades pour les ressources biotiques (biomasse) et en boucles fermées pour les ressources abiotiques. Cela signifie que les ressources abiotiques sont constamment réutilisées dans les produits plutôt que de finir comme déchets abandonnés dans la nature. Au-delà de la reconnaissance de cette vision, les idées que nous développons ici à propos du rôle des gouvernements pour accélérer la transition et généraliser l'économie circulaire nous sont propres. Pour nous, la vision d'une économie circulaire concerne notre future économie : notre focus est donc sur les business circulaires. Les business models circulaires impliquent souvent une relation différente à la propriété sur les produits et les matières premières, par exemple en utilisant des contrats fondés sur la performance et l'usage plutôt que des contrats de vente. L'une des principales motivations à la création d'une économie circulaire est la rareté économique. Pour beaucoup de matériaux, l'aléa pesant sur l'offre et le risque d'une imprévisible volatilité des prix génère des problèmes croissants, malgré la présence de stocks physiques suffisants. Bien que les ressources minérales ne disparaissent jamais complètement, les réserves récupérables économiquement seront plus ou moins rapidement épuisées ou sujettes aux intérêts et conflits géopolitiques. Cela conduit tout d'abord à des pénuries au niveau régional, or l'Europe est une région bénéficiant de peu de ressources minérales. Réduire notre dépendance aux matières premières est nécessaire pour plusieurs raisons : le prix, l'offre, la législation sur la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et l'image publique. Une économie circulaire peut sauver des ressources de valeur, générer des emplois et renforcer notre économie grâce à des opportunités commerciales représentant plusieurs

centaines de milliards d'euros rien que dans l'Union Européenne. Par ailleurs, nous attachons beaucoup d'importance à la capacité d'une économie circulaire à diminuer les impacts négatifs sur l'environnement et l'utilisation de substances toxiques. Le commerce équitable et la réduction des inégalités sociales constituent un point d'appui et une condition nécessaire à une économie circulaire.

Toolbox « Economie circulaire »

Nous adhérons à la vision de l'économie circulaire développée par la Fondation Ellen MacArthur définie comme « un système industriel qui permette la restauration et la régénération par l'intention et le design. Cela remet en lien le concept de « fin de vie » avec la restauration, met en évidence la nécessaire transition vers l'utilisation d'énergies renouvelables, élimine l'utilisation de composés chimiques dangereux, laquelle limite le réemploi, et a pour objectif l'élimination des déchets à travers l'éco-conception des matériaux, produits, systèmes et business models. » Conformément aux principes du cradle-to-cradle, toutes les matières premières présentes dans les produits sont produites de manière durable dans le respect des populations et de l'environnement. Elles sont bien définies en termes de substances, composition et origine et sont appropriées pour une utilisation en tant que nutriment ou réutilisées dans les produits. La biomasse comprend toutes les matières premières qui sont des nutriments pour la nature. Cela inclut à la fois les ressources biotiques dérivées des végétaux ou des animaux, comme la nourriture ou les fertilisants, et les plastiques biodégradables qui se décomposent rapidement dans la nature. Les matériaux compostables ne comportant pas de substances nocives sont tout d'abord collectés et compostés avant d'être considéré comme biomasse. Enfin, les business models circulaires incluent souvent une relation différente à la propriété sur les produits et les matières premières, par exemple en utilisant des contrats fondés sur la performance et l'usage plutôt que des contrats de vente.

Nous mettons l'accent sur l'importance de l'économie circulaire à la fois pour la croissance économique, l'innovation, l'emploi ainsi que pour une réduction drastique de l'empreinte écologique et des émissions carbone. Elle tient la promesse de la création de 2 millions de nouveaux emplois, une épargne estimée à hauteur de 600 milliards d'euros pour les entreprises européennes, et des centaines de millions de tonnes de déchets évitées. A travers le concept d'économie circulaire, l'Europe devient moins dépendante des matières premières et de l'énergie que nous importons de l'extérieur du continent. En se concentrant sur l'économie circulaire avec l'ambition pour l'UE de donner l'exemple, à l'échelle mondiale, d'une économie zéro déchet, la société ainsi que les entreprises tournées vers l'avenir bénéficieront de la politique européenne.

A travers le monde, de plus en plus d'entreprises ont commencé à développer et appliquer des business models circulaires. Toutefois, la transition vers une économie circulaire est loin d'arriver d'elle-même. Cela nécessite un rôle de premier plan de la part de l'UE et des gouvernements des Etats-membres. De nombreux business circulaires réussissent à l'heure actuelle non pas cause de mais malgré un cadre juridique contraignant. Les obstacles principaux à la mise en place de business circulaires récemment identifiés sont des lock-in linéaires, une complexité matérielle et une dispersion géographique des chaînes. Les « goulots d'étranglement » que rencontrent les entreprises ont été analysés plus en profondeur par la coalition RACE aux Pays-Bas (voir toolbox « Coalition RACE »). Pour les problèmes rencontrés par nos partenaires, se référer à la toolbox « Goulots d'étranglement ».

Nos recommandations se concentrent sur la question de savoir comment les gouvernements peuvent créer les conditions à même de faire prospérer, plutôt que d'étouffer, les business models circulaires. S'ils se développent, nos business pourront commencer à résoudre les problèmes sociaux et environnementaux de notre temps dans un cadre gouvernemental amélioré.

Toolbox « Création d'emplois »

Un nombre croissant d'études montrent qu'une économie circulaire présente des opportunités de création de valeur et de croissance économique ainsi que des possibilités de création d'emplois au sein de l'UE. Nous mentionnons ici les estimations de création d'emplois potentielles suivantes résultant d'une transition vers une économie circulaire d'après des études récentes :

- 1 à 2 millions d'emplois supplémentaires en 2030 (Commission Européenne, 2014, calculs de Cambridge Econometrics et BIO Intelligence Service)
- 1,4 à 2,8 millions d'emploi dans l'UE d'ici 2020, d'après le résultat selon lequel « chaque point de pourcentage de réduction de l'utilisation de ressource se traduit par une création de 100 000 à 200 000 emplois » (Di Pietrantonio, DG EMPL 2012)
- Plus d'un million de nouveaux emplois dans l'UE (Derojeda, et al. 2014)
- Plus d'un million de nouveaux emplois pour le remanufacturing et le réemploi en Europe (WEF, 2014)
- Plus de 200 000 emplois bruts et une réduction du chômage de l'ordre de 54 000 pour le Royaume-Uni d'ici 2030. Une généralisation des activités d'économie circulaire pourrait plus que doubler ces chiffres (WRAP et la Green Alliance, 2015).
- 54 000 nouveaux emplois pour les Pays-Bas (TNO, 2013)
- Environ 500 000 emplois pour l'industrie de remanufacturing américaine dans les secteurs de l'industrie automobile, des équipements électriques et électronique et des équipements de construction (FEM, 2014)

MVO Nederland recherche des partenaires afin d'avoir une meilleure perception du marché du travail de la transition vers une économie circulaire et a pour objectif de renforcer ses aperçus au cours de l'année 2015.

Toolbox « Coalition RACE »

Le Cabinet néerlandais Rutte-II « aspire à une économie circulaire et a l'intention de stimuler le marché (européen) en matière de matières premières renouvelables et de réemploi des matériaux critiques. » Toutefois, cela n'est pas uniquement le problème du gouvernement. Au sein de la Coalition RACE, les organisations sociétales Circle Economy, CLICKNL|DESIGN, Association néerlandaise des affaires durables, De Groene Zaak, Het Groene Brein, MVO Nederland et l'Agence néerlandaise d'entreprise RVO.nl travaillent sur sept thèmes différents afin d'accélérer les business circulaires dans l'industrie néerlandaise. Leur objectif commun est que les Pays-Bas deviennent un leader mondial en matière d'économie circulaire. Chaque thème a un leader et est porté par des organisations comme TNO et Acceleratio. RACE bénéficie également du soutien du Ministère de l'Infrastructure et de l'Environnement néerlandais.

2. Recommandations en matière de politique publique pour la Commission Européenne

Notre objectif est que l'Europe devienne le « hotspot » de l'économie Circulaire n°1 dans le monde. Pour nous aider à atteindre cet objectif, nous promovons l'établissement et la mise en application d'un paquet Economie Circulaire ambitieux de la part de l'UE. Nous adressons à la Commission Européenne les recommandations de politique suivantes :

A. Leadership : des politiques publiques ambitieuses pour démocratiser la circularité

Des politiques publiques ambitieuses sont la clef pour tirer profit de l'économie circulaire

Des politiques publiques ambitieuses pour démocratiser les business circulaire sont cruciales si l'on veut tirer profit d'une économie circulaire. Cela nécessite un leadership de la Commission Européenne et des Etats-membres. Une série d'étapes à franchir a été formulée pour dépasser les goulots d'étranglement existant rencontrés par les entreprises agissant pour l'économie circulaire. Plusieurs initiatives ont été lancées, comme par exemple la plateforme « Circular Economy 100 » de la Fondation Ellen MacArthur ou le projet Mainstream de la Fondation Ellen MacArthur et du Forum Economique Mondial (FEM). Ces initiatives montrent que là où les entreprises sont actuellement la force motrice de la transition vers une économie circulaire, les gouvernements doivent jouer un rôle central afin de valoriser leurs efforts et promouvoir les business circulaires pour qu'ils ne représentent plus une niche mais bien l'économie principale.

Par conséquent, nous demandons à ce que soit mis en place un support important de la part des gouvernements à l'égard des pionniers actuels pour s'assurer que ces derniers deviennent les standards de demain. Réussir la réforme du modèle actuel de production et de consommation dominant depuis 250 ans nécessite un paquet intégrant des mesures gouvernementales générant des incitations systémiques, de sorte que les entreprises mettent en place des business models circulaires. Afin de maximiser le potentiel de compétitivité sur le long terme ainsi que la résilience des entreprises européennes, il est nécessaire que la Commission Européenne et les Etats-membres soient des leaders en matière de transition vers des business models sécurisés en terme de ressources.

Etendre les objectifs existant pour couvrir toute la boucle

Il est nécessaire d'augmenter les objectifs de recyclage et d'interdiction des décharges, ainsi que d'étendre ces objectifs sur l'ensemble de la boucle en créant des objectifs en matière de réparation, de réemploi, et de reconditionnement. Le risque d'une qualité moindre des matériaux recyclés peut être diminué, en mettant en place des standards / normes, et en investissant dans des technologies de séparation.

S'assurer que l'économie européenne est pilotée vers la circularité

Identifier des indicateurs économiques adéquats permettrait de s'assurer que l'UE et les gouvernements nationaux entament la transition vers l'économie circulaire. Nous recommandons d'utiliser le « Raw material consumption per capita » (consommation

de matière première par tête) comme indicateur clef pour la productivité ressource, et d'utiliser d'autres indicateurs en parallèle pour mesurer l'impact sur biodiversité ou l'impact positif des activités économiques. Le PIB est une mesure inadéquate de l'économie, car c'est un indicateur linéaire qui peut augmenter alors même que la circularité diminue (ex : l'augmentation de la production de déchets génère une augmentation du PIB).

Deux moyens pour aller vers plus de circularité :

- que les gouvernements mettent en place des schémas de REP mettant en évidence la valeur du bouclage de la chaîne du PIB

- que les gouvernements basent leurs politiques sur un nouvel indicateur à même de promouvoir l'économie circulaire : le Genuine Progress Indicator (ou sa variante l'Index de bien-être économique soutenable).

Au-delà du PIB

Le constat selon lequel le PIB est une manière inadéquate de mesurer notre prospérité est aujourd'hui largement partagé. Une des alternatives développées permettant de mesurer notre économie de manière plus efficiente est le Genuine Progress Indicator (Indicateur de Progrès Authentique). Le GPI est souvent utilisé par les gouvernements et les organisations non gouvernementales. C'est une variante de l'Index de bien-être économique soutenable (Index of Sustainable Economic Welfare, ISEW), proposé en 1989.

Etre un client tremplin

Afin d'accélérer la transition vers l'économie circulaire, nous demandons à ce que soit mis en place une politique de commande publique circulaire au niveau européen. Au-delà de la définition des critères, il faut que cette politique soit appuyée par le département des achats, ce qui n'est pour l'instant pas le cas. Exemple du green deal sur la commande publique circulaire aux Pays Bas.

Tool box « Goulots d'étranglement »

Les mesures proposées par les gouvernements reflètent les enjeux spécifiques auxquels font face les entreprises dans la mise en œuvre de business circulaires :

- Un manque d'avantage sur le marché à développer des produits circulaires, surtout en matière de commande publique
- Les coûts élevés de certification durable et de reporting intégré (perte de compétitivité prix)
- Un manque d'infrastructure à destination des entreprises pour assurer la transparence nécessaire au business circulaire, en particulier au regard des matières premières utilisées dans la conception d'un produit
- Un décalage entre l'offre et la demande de matières premières, produits et composants réutilisables et de qualité
- Un manque de standardisation et de normalisation relatives aux plastiques recyclés, aux processus de sortie du statut de déchet et aux politiques nationales en matière de collecte et traitement de déchet
- Un manque de recherche, développement et diffusion des savoirs en matière de business models circulaires et d'économie circulaire
- Des chaînes de valeur internationales composées de nombreux agents ayant un programme et des ambitions linéaires.

Investir dans l'innovation circulaire au-delà des mesures traditionnelles

Un nouvel outil peut être envisagé : une directive sur des produits circulaires, liée aux questions stratégiques sur la gestion des ressources. Cela permettrait de fixer un cadre avec des objectifs, couplé à des motivations économiques, instaurés avec des partenaires industriels : par exemple si l'entreprise remplit les critères circulaires instaurés, cela lui permettrait l'accès à des fonds européens et à des marchés de commande publique verte.

Pour faciliter la transition, une politique en matière de concurrence plus flexible afin de créer un cadre pour l'innovation et la co-création. Cela permettrait la coopération et des accords entre les entreprises concernant le développement collaboratif de produits circulaires et de services qui sont en théorie interdits.

Pour cela nous proposons la mise en place d'un nouvel outil : initier un circular frontrunners programme pour la recherche, le développement et l'expérimentation pour les entreprises pionnières sur tous les secteurs (producteurs, designers, entrepreneurs du déchet, industrie de réparation, thrift shops (cad magasins d'occasion type fripe, etc).

Un autre outil qui devrait être mis en place est la création d'un Institut européen de l'économie circulaire, construit sur l'exemple de l'Institut de l'économie circulaire. Son rôle serait d'assurer et promouvoir la recherche dans le domaine économique pour l'économie circulaire, la conception de mécanismes économiques, le développement de nouvelles politiques publiques, des business models circulaires, support aux pionniers, définir les moyens de la transition, établir des études sectorielles. Par ailleurs, il sera nécessaire de renforcer la coopération entre les différents cabinets et DG concernés.

Implémenter les mesures européennes et assurer l'harmonisation lorsque cela est possible

Nous proposons d'étendre la directive éco-conception en une directive pour une conception circulaire, qui inclurait des exigences maximales en matière de recyclage et de prévention, avec un minimum de charge administrative, pour ne pas nuire aux PME. La directive éco-conception s'étend déjà à l'énergie – il n'est pas suggéré de répliquer le label énergie mais de développer des outils adaptés pour les ressources.

Demander aux Etats-membres des Plans d'Action nationaux pour l'économie circulaire

Les politiques nationales menées par les Etats-membres de l'Union sont essentielles pour booster l'économie circulaire en Europe. De nombreuses incitations économiques telles que les taxes, les dépôts, la gestion des déchets, sont régulées à l'échelle nationale, régionale ou municipale. Par conséquent, il est nécessaire de demander aux Etats-membres de mettre en place des Plans d'Action nationaux pour l'économie circulaire qu'il serait judicieux de lier aux Recommandations Spécifiques du pays en question.

Une meilleure mise en valeur des bénéfices de l'économie circulaire

L'économie circulaire va créer de nombreux emplois et générer de la valeur. Nous recommandons donc que ces bénéfices soient mis en lumière. Bien que nous faisons la diffusion du potentiel de l'économie circulaire, certains le questionnent encore. A cet égard, nous saluons l'intérêt de la DG GROW en matière d'économie circulaire.

Trouver des solutions intelligentes pour les « perdants » de la transition

Les pionniers en matière d'économie circulaire bénéficieront et deviendront encore plus résilients grâce aux politiques publiques de transition vers l'économie circulaire. Cependant, il y aura également des « perdants », telles les industries calorifuges. C'est un élément justifiant la résistance dont font preuve certaines associations représentatives des entreprises. Afin d'éviter les politiques de demi-mesures et des investissements sous-optimaux, nous recommandons que soit développée une stratégie cohérente pour amorcer la transition des industries traditionnelles intensives en ressources.

Définir ce que sont les produits et services circulaires

Donner une définition de ce que sont les produits et services circulaires. Exemples de produits circulaires : les « products-as-a-service » (économie de la fonctionnalité), les produits de seconde main et/ou reconditionnés, produits issus de matière recyclée, les produits certifiés cradle-to-cradle, la biomasse. Les services circulaires comprennent : la réparation, la rénovation, la réutilisation, le reconditionnement, le remanufacturing, ainsi que la collecte, la séparation et le traitement des déchets.

Maintenir REACH et décourager l'incinération

Maintenir la réglementation REACH. Malgré les complications qui en résultent en matière de recyclage, son objectif est de prévenir l'usage de produits contenant des substances chimiques exposant l'homme et l'environnement à des risques potentiels à l'intérieur du marché européen. Or, plus vite les entreprises arrêteront d'utiliser ces substances, plus vite nous pourrions créer une économie circulaire dont les cercles seront propres.

B. Introduire des incitations économiques

Mettre en place des incitations fiscales à la circularité

Nous recommandons que l'UE encourage tous les Etats-membres à mettre en œuvre les dispositions suivantes :

- Shifter les taxes du travail vers les matières premières, conformément au modèle développé par l'ExTax. Il faut notamment augmenter les taxes sur les matières premières vierges tout en réduisant les taxes sur les matières premières recyclées et sur le travail.
- Une TVA à taux zéro pour les produits et services circulaires, lesquels doivent être définis et certifiés.
- Des mesures fiscales avantageuses pour les entreprises qui adopteraient le reporting intégré.

Pour rendre cela possible, la Commission européenne devrait introduire un critère de circularité pour une TVA à taux réduit dans la directive 2006/112/EC. Le critère développé peut suivre la définition des produits et des services circulaires qui doit être également développé, comme sus-mentionné. **Une solution intermédiaire avant d'obtenir une telle définition serait de commencer avec une liste limitée de biens et de services dont la circularité a été prouvée, comme le recyclage, la maintenance et la réparation. Basé sur ces critères, le taux de TVA pourrait être différencié.** Cette différenciation est plus efficace si le cadre juridique permet une TVA à taux zéro sur un critère de circularité.

Enfin, bien que le démontage manuel ne soit pas économiquement viable pour tous les produits même avec une TVA à taux zéro, une TVA à taux zéro pour les produits et services serait un avantage considérable plus pour généraliser les produits et business modèles circulaires.

Tool box « Ex'Tax »

Le projet Ex'Tax, lancé par les quatre grandes firmes d'audit que sont Deloitte, EY, KPMG Meijburg, et PwC, propose de shifter les taxes sur le travail vers les ressources naturelles afin de développer une économie circulaire et inclusive. Ce shift permettrait de rendre les business models circulaires plus compétitifs, de booster la création d'emplois et de créer des incitations à une utilisation plus efficiente des ressources naturelles. Augmenter les taxes sur les ressources naturelles ferait monter le prix et diminuer la demande. En même temps, diminuer les taxes sur le travail rendrait les business models circulaires intensifs en main-d'œuvre viables, ce qui augmente l'emploi.

Le shift de taxe proposé ne peut être réalisé que si les institutions internationales et régionales, comme l'UE par exemple, développent des réformes structurelles. Il est ensuite à la charge des gouvernements nationaux de mettre en œuvre les dispositions spécifiques en fonction des principes de l'Ex'Tax. Le projet Ex'tax a développé une boîte à outils afin de définir comment le shift peut être mis en place. Dans un cas d'étude sur les Pays-Bas, le projet montre qu'il est possible de remplacer 33,7 milliards d'euros de taxes sur le travail par des taxes sur les combustibles fossiles, l'eau, la pollution de l'air, l'énergie et les déchets. Ce shift permettra également de mettre en place des business models circulaires car le coût des pratiques intensives en travail comme la R&D, le réemploi, la réutilisation, la réparation, le reconditionnement et le recyclage, serait considérablement réduit.

Pour le moment, le projet Ex'Tax est simplement une proposition faites aux gouvernements nationaux et à l'Union Européenne.

Les programmes de Responsabilité Etendue du Producteur

Etendre, renforcer et harmoniser les programmes de Responsabilité Etendue du Producteur (REP) existants, dans le but de prévenir la production de déchets. Ces programmes récompensent les producteurs de produits circulaires avec des taux réduits, tout en créant de nouveaux emplois et en générant des fonds à investir dans la gestion des déchets. Un exemple récent d'organisation de responsabilité du producteur (éco-organismes en France) ayant réussi est le REDISA¹ en Afrique du Sud.

¹ <http://www.redisa.org.za>

L'UE pourrait fournir aux Etats-membres une « boîte à outils » afin de renforcer l'état de l'art des programmes de REP. Elle pourrait également être à l'initiative d'études et de programmes pilotes pour une approche européenne de la généralisation de l'économie circulaire, avec une approche globale qui laisserait suffisamment de marge aux Etats-membres pour définir leur propre politique d'économie circulaire.

Le concept de « precycling » (i.e. la prévention de déchets dans les écosystèmes grâce à un comportement circulaire, comme de meilleurs design de produits ou encore la présence d'infrastructure pour le réemploi et le recyclage) pourrait donner une perspective circulaire au développement des REP. Enfin, il est à noter que les programmes de REP existants sont imaginés de sorte à éviter les fuites d'activités industrielles hors de l'UE (par exemple, les producteurs européens qui exportent leurs produits n'auront pas à payer de taxes en dehors de l'UE alors que les producteurs qui importent leurs produits au sein de l'UE devront payer les mêmes taxes que les producteurs européens).

Tool box « Premium Precycling »

Ce concept a été développé par BlindSpot Think Tank comme un premium basé sur le marché, obligatoire pour les producteurs et importateurs. Cela étendrait les programmes de REP à tous les types de produits. Ce premium dépend du risque de production de déchet dans les écosystèmes généré par chaque produit. Cette notion de Premium precycling n'est pas encore prête à être mise en œuvre à l'échelle européenne, c'est pourquoi nous proposons la mise en œuvre d'étude de faisabilité et de programmes pilotes afin de la développer. En parallèle, le precycling peut fournir une perspective en matière de développement futur de nouveaux programmes de REP afin de couvrir un champ plus large de produits et de marchés.

Stimuler le reporting intégré

Il faut encourager les Etats-membres à donner des incitations à travers des exonérations de taxes pour les entreprises mettant en place un reporting intégré externalisé à la place de l'actuel reporting financier, ainsi que pour celles faisant le choix de publier leur compte « Profits et pertes environnementaux » (lequel est volontaire). L'importance du reporting intégré est qu'il donne une vision des flux de matières échangés et il crée une transparence pour les clients et les investisseurs. L'ensemble permet de fournir une base de données conséquente pour la gestion des flux de matières premières.

Tool box « Système d'Information sur les Matériaux »

De Groene Zaak travaille avec le gouvernement néerlandais sur une trajectoire afin de développer un « Système d'Information sur les Matériaux » (SIM) relatif au produit qui soit supporté par le secteur industriel. L'objectif de ce système sera de conserver les matériaux dans la boucle le plus longtemps possible à une valeur la plus élevée possible, avec une valeur ajoutée de réemploi la plus élevée, et une valeur ajoutée de recyclée la plus faible possible. Ce SIM permettrait aux producteurs, fournisseurs et utilisateurs de fournir et d'avoir accès aux informations relatives aux produits, ce qui faciliterait leur réparation, réemploi, réutilisation, recyclage, etc. Ce SIM, ajouté au reporting intégré, est nécessaire pour atteindre la transparence sur les produits nécessaire aux boucles vertueuses. Le but est de développer un système volontaire pouvant servir de base pour des discussions plus poussées. En temps voulu, le SIM pourra rendre les éco-labels redondants et fournir une contribution pour une TVA différenciée ainsi que pour les programmes de REP.

C. Adapter et exploiter les mesures existantes

Etendre la directive éco-conception en une directive conception circulaire

Nous recommandons d'étendre la directive éco-conception en une directive conception circulaire en posant des exigences d'efforts maximum pour offrir des produits et services circulaires, tout en limitant au minimum la charge administrative, notamment vis-à-vis des TPE/PME. La directive éco-conception s'étend déjà au-delà de l'énergie, et plutôt que de répliquer les labels qui existent en matière d'énergie, nous recommandons de développer des exigences en matière de ressources.

Par ailleurs, nous recommandons les dispositions suivantes :

- Accélérer le drafting et la mise en œuvre de critères de sortie du statut de déchet, en apportant une attention particulière à la mise en application et à la prévention des abus
- Un cadre amélioré afin de pouvoir faire les choix optimaux à l'échelle du secteur et du produit
- Continuer les appels à proposition en matière d'économie circulaire dans le cadre d'Horizon 2020 et du programme Eco-Innovation.
- Intégrer l'économie circulaire dans les programmes d'éducation et de formation. Il est important pour les entreprises que les diplômés soient formés le plus tôt possible à l'économie circulaire et ne soient pas nourris d'idées obsolètes.
- Une politique stratégique concernant les matières premières critiques, incluant une politique anti-dumping pour les matières premières au sein du marché européen.

3. Remarques de conclusion

A travers ce manifeste, nous voulons mettre l'accent sur l'importance d'une mise en application intégrale de l'ensemble du paquet économie circulaire pour l'ensemble des entreprises européenne qui se sont déjà tournées vers l'avenir. Nombre de nos membres sont déjà activement engagés dans la transition de modèles de production linéaires vers une véritable économie circulaire. De fait, ces derniers sont un élément crucial d'une économie circulaire européenne naissante.